

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR

PREFECTURE D'INEZGANE AIT MELLOUL
COMMUNE AIT MELLOUL
DIVISION TECHNIQUE

MARCHE N° :...../2017

**TRAVAUX DE REVETEMENT DE RUES ET TROTTOIRS AUX DIVERS
QUARTIERS A AIT MELLOUL**

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

LOT UNIQUE

PROJET FINANCE DANS LE CADRE INDH

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
PREFECTURE D'INEZGANE AIT MELLOUL
COMMUNE AIT MELLOUL
DIVISION TECHNIQUE

Marché n° .../...../.....

TRAVAUX DE REVETEMENT DE RUES ET TROTTOIRS AUX DIVERS QUARTIERS A AIT MELLOUL

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix en application de l'alinéa-2 paragraphe-1 de l'article-16 et de l'alinéa-3 paragraphe-3 de l'article-17 du Décret n° 2-12-349 du 08 Joumada-I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE

Monsieur le Président du Conseil de la COMMUNE D'AIT MELLOUL, ordonnateur du budget communal agissant au nom et pour le compte de la Commune d'Ait Melloul.

Désigné ci-après par le terme « maître d'ouvrage » ou « Administration ».

D'une part

ET

Monsieur :

En qualité de :

Agissant au nom et pour le compte de :

Faisant élection de domicile à :

Siège Social :

N° Téléphone : N°Fax :

Adresse électronique :

Au Capital Social :

Affiliée à la CNSS sous n° :

Inscrite au Registre de Commerce à : sous n°

Patente n° :

N° de l'Identification Fiscal :

N° DE ICE.....

Compte Bancaire n° (RIB) 24chiffres:

Ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « ENTREPRENEUR »

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIVIT:

CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE-1: OBJET DU MARCHE

Le présent marché à pour objet : **TRAVAUX DE REVETEMENT DES RUES ET TROTTOIRS A LA COMMUNE AIT MELLOUL – PREFECTURE INZEGANE AIT MELLOUL AUX QUARTIERS AZROU, LAMZAR , BOUAAITA, AL AMAL-TIMERSIT ET ASSAISS - MOULAY OMAR**

NB (Projets financé dans le cadre INDH) Conventions De Partenariat -54/2015 - 56/2015-58/2015-60/2015-61/2015

ARTICLE-2: CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux à exécuter au titre du présent marché consistent essentiellement en ce qui suit:

- Pavé autobloquant
- Assainissement pluvial

LIEU DES TRAVAUX (QUARTIER)	SURFACE A REVETIR*(m ²)
AZROU	20 947
LAMZAR	4 779
BOUAAITA	2 698
AL AMAL-TIMERSIT	5 536
ASSAISS -MOULAY OMAR	6 992

*surface à titre approximative

ARTICLE-3: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les documents constitutifs du marché sont énumère ci-dessous:

- 1- L'acte d'engagement;
- 2- Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS);
- 3- Les plans d'exécution;
- 4- Le bordereau des prix –détail estimatif;
- 5- Cahier des clauses administratives générales **applicables aux marchés des travaux CCAG-T..**

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE-4: REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE

L'entrepreneur est soumis aux dispositions des textes suivants:

A- Textes Généraux:

Les obligations de l'Entrepreneur pour l'exécution des Travaux objet du présent Marché résultent de l'ensemble des documents suivants :

- 1) le Dahir n°1-15-85 du 20 ramadan 1436 (07 juillet 2015) portant promulgation et exécution de la loi organique n°113-14 relative aux communes.
- 2) les textes prise pour application de la loi n°45-08 relatif à l'organisation des finances des collectivités locales et leur groupement,
- 3) la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 DU 29 Rabi II 1436(19 FEVRIER 2015)

- 4) Dahir N°1-56-211 du 8 Joumada I 1376(11/12/1956) relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés
- 5) décret n° 2-09-441 du 17 moharrem 1431(03 janvier 2010) portant règlement de comptabilité publique des collectivités locales et leur groupement
- 6) le décret n° 2-12-349 du 08 joumada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics.
- 7) Décret N° 2-14-394 du 06 chaaban 1437(13 mai 2016) approuvant le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés des travaux (CCAG-T).
- 8) décret n°2-14-272 DU14 REJEB 1435 (14 MAI 2014) relatifs aux avances en matière de marchés publics.
- 9) décret 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant le délai de paiement et les intérêts moratoires des commandes publiques.
- 10) Le Dahir n° 1.03.194 du 14 rejeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n° 65-99 relative au code du travail.
- 11) Le Décret n°2.94.223 du 6 Moharrem 1415 (16/06/1994) relatif à la qualification et la classification des entreprises de bâtiment et de travaux publics et les textes le modifiant ou le complétant,
- 12) Arrêté du ministre l'intérieur n° 3573-13 du 6 safar 1435 (10 décembre 2013) fixant le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés des régions.des préfectures, des provinces et des communes
- 13) Arrêté du ministre l'intérieur n° 3574-13 du 6 safar 1435 (10 décembre 2013) fixant le Cahier des prescriptions communes applicables aux marchés des régions.des préfectures, des provinces et des communes.
- 14) Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires et celles relatives à la réglementation et la législation du travail au Maroc.
- 15) Arrêté du chef de gouvernement n° 3-302-15 du 15 Safar 1437(27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de la révision des prix des marchés publics.
- 16) Arrêté du ministre de l'économie de finances n°1593-15 DU 19 RAJEB1436 (08mai 2015) fixant les modèles de documents pour le nantissement des marchés publics.
- 17) La note circulaire n° 18 DCP du 1/2/82 de Monsieur le trésorier générale relative à l'acquisition des timbres sur les contrats et les marchés publics modifié par le dahir n° 1/77/629 du 09 octobre 1977 et complété par le décret n°2/79/512 du 26 joumada II 1400 (12mai 1980).

L'entrepreneur devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

B- Textes spéciaux:

- Le devis général d'architecture (D.G.A) réglant les conditions d'exécution des bâtiments administratifs rendu applicable par le décret royal n° 406.67 du 9 Rabi II 1387 (17 Juillet 1967).
- Les règlements en vigueur contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (locaux d'habitation).
- Les règlements de police et de voirie en vigueur au moment de l'exécution des travaux.
- Le Dahir n° 1.70.157 du 30.7.70 relatif à la normalisation modifiée par le dahir portant loi n° 1.93.221 rendant applicable l'ensemble des normes marocaines ou à défaut les normes françaises (D.T.U) et les prescriptions techniques provisoires ayant valeur de cahier des charges.
- La note circulaire n° 16 du 1.2.82 relative à la nouvelle procédure d'acquittement des droits de timbres.
- Le devis général d'architecture (édition 1956) du royaume du Maroc approuvé par la décision du ministre de l'habitat et de l'urbanisme du 27 février 1956 et rendu applicable par le décret royal n° 406- 67 du 17 juillet 1967;
- La loi n° 12-90 relative à l'urbanisme ;
- Le décret n° 2.02.177 du 22 février 2002 approuvant le règlement parasismique (RPS 2000) applicable aux bâtiments, fixant les règles parasismique et instituant le comité national de génie parasismique;
- Les règles de calcul de béton armé CCBA 68 et BAEL ;

- les Cahier des prescriptions communes applicables aux types des prestations faisant objet du présent marché.
- Tous les textes réglementaires spéciaux ayant trait à la nature des prestations du présent marché.
- Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date de signature du marché.

- Le CPC édité par le Ministère de l'Equipeement et des Transports, relatifs aux travaux routiers.
- Le Cahier des Charges Provisoires pour la fourniture des liants en date 16 Mai 1951.
- Les règles d'utilisation des ronds crénelés et lisses en béton (règles 1948 ronds 40/60).
- Le Règlement Parasismique dit RPS 2002.
- Les règles pour le calcul et l'exécution des conditions en béton armé dites règles et B.A.E.L 91 mod 99.

L'entrepreneur devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas au Ministère de l'Equipeement et des Transports ou à l'Imprimerie Officielle. Il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ces documents pour se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 5 : CONNAISSANCE DU DOSSIER :

Une série complète de pièces dessinées ayant été remise en même temps que le présent dossier à l'entreprise adjudicataire, celui-ci déclare :

- avoir apprécié toutes difficultés résultant du terrain, de l'emplacement des constructions, des accès, des alimentations en eau et en électricité et toutes difficultés qui pourraient se présenter au cours des travaux pour lesquels aucune réclamation ne sera prise en considération ;
- avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des travaux ;
- avoir fait préciser tous points susceptibles de contestation ;
- avoir fait tout calcul et tout détail ;
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature d'ouvrage présenté par lui et de nature à donner lieu à discussion.

ARTICLE 6: VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DU MARCHE

Validité du marché

Le présent marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente, conformément à l'article 99 de la loi organique n°113-14 relative aux communes promulguée le Dahir n°1-15-85 du 20 ramadan 1436 (07 juillet 2015).et de l'article 152 du décret 2-12-349 (20/03/2013) relatifs aux marchés publics

DELAJ DE NOTIFICATION

La notification du marché par le Maître d'ouvrage sera faite à l'entreprise dans un délai maximum de **soixante quinze jours (75 jours)** à partir de la date de l'ouverture des plis .Les conditions de prorogation sont régies par le décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics notamment ses articles 33 et 153 .

Article 7 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 DU 29 Rabi II 1436(19 FEVRIER 2015) étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par l'Administration en exécution des prescriptions du présent marché sera opérée par les soins de **du Président de Conseil de la Commune Ait Melloul**.
2. Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissements ou subrogations les renseignements et états prévus par la loi 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 DU 29 Rabii II 1436(19 FEVRIER 2015) , est **du Président de Conseil de la Commune Ait Melloul**.
3. Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le **percepteur d'Ait Melloul**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.
4. En application de l'article 13 du **CCAG-T** et de l'article 4 de la loi 112-13 , La Commune Ait Melloul délivrera à sans frais l'entrepreneur sur sa demande et contre son récépissé **un exemplaire unique** de son marché.

5. Les droits de timbre de l'exemplaire unique sont à la charge de l'entrepreneur.

ARTICLE 8 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

En application de **l'article 7 du CCAG-T**, l'entrepreneur acquitte les droits de timbre dus au titre du présent marché conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 9 : DELAI D'EXECUTION :

L'entrepreneur devra exécuter les prestations faisant objet du présent marché dans un délai global contractuel de **huit mois (08 mois)**, qui court à partir du lendemain de **la date de commencement fixée dans l'ordre de service** prescrivant le commencement de l'exécution des travaux. cette date ne doit pas être inférieure à 10 dix jours de la date de notification de l'ordre de service. En application des dispositions des **articles 8,11 et 40 du CCAG-T**. Les conditions de prolongation du délai d'exécution sont celles dans les cas prévus par le **CCAG-T**

ARTICLE 10 : PENALITES :

En application de l'article 65 du **CCAG-T**, En cas de retard dans l'exécution des travaux, il est appliqué une pénalité par jour calendaire de retard à l'encontre de l'entrepreneur si le retard affecte le délai global du marché. cette pénalité est fixée à un pour mille (1/1000) du montant initial du marché., éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux

Le plafond des pénalités ne pourra excéder **huit pour cent (8%)** du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par des avenants intervenus, lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice en 'application les clauses prévues par l'article 79 du **CCAG-T**.

ARTICLE 11 : CAUTIONNEMENTS:

Le cautionnement provisoire est fixé à: 300.000,00 Dhs (Trois Cent Mille Dirhams).

Ce cautionnement provisoire sera restitué au titulaire du présent marché après que ce dernier ait constitué le cautionnement définitif dans les délais réglementaires et conditions ci-après au présent article et tout en respectant **l'article 18 du CCAG-T** et les législations en vigueur.

En application des dispositions de **l'article 15 du CCAG-T** Le cautionnement définitif est fixé à **trois pour cent (3%) du montant initial du marché**, arrondi au dirham supérieur. Il doit être constitué **au maitre d'ouvrage** dans les **vingt (20) jours qui suivent la date de la réception de la notification d'approbation** du présent marché.

Le cautionnement définitif sera restitué au titulaire du présent marché après la réception définitive des prestations et tout en respectant d'autres législations en vigueur.

Le cautionnement définitif peut être remplacé par une caution personnelle et solidaire s'engageant avec l'entrepreneur conformément à la législation et à la réglementation en vigueur En application des dispositions de l'article 17 du **CCAG-T**. La restitution sera faite à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage

Les droits du maitre d'ouvrage sur les cautionnements au titre du présent marché sont régies par CCAG-T ET en application la législation en vigueur

ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE

En application des dispositions de l'article 16 et 64 du **CCAG-T**, la retenue de garantie est fixée à **1/10 (un dixième) des acomptes**, elle cessera de croître lorsqu'elle aura atteint **7% (sept pour cent) du montant initial** du marché, augmenté le cas échéant du montant des avenants.

La retenue de garantie peuvent être remplacés par des cautions personnelles et solidaires s'engageant avec l'entrepreneur conformément à la législation et à la réglementation en vigueur En application des dispositions de l'article 17 du **CCAG-T**.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la date de la réception définitive des travaux.

ARTICLE 13 : ETABLISSEMENT DES PRIX

Il est formellement stipulé que l'entrepreneur est réputé avoir parfaite connaissance de la nature et des conditions et difficultés d'exécution des travaux pour avoir personnellement examiné dans leurs détails les pièces du projet établis par le Maître d'Ouvrage, avoir visité l'emplacement des travaux s'être entouré de tous les renseignements nécessaires pour l'établissement des prix.

ARTICLE 14 : CHARGES PARTICULIERES :

Les prix remis par l'Entrepreneur comprendront tous les frais afférents à l'Entreprise et notamment les frais suivants :

- Tous les frais de douane, taxes et impôt divers.
- Tous frais de gardiennage de nuit et pendant les jours fériés, d'installation du chantier et de ses abords.
- Tous frais de transports et de déplacements divers.
- Tous frais de reproduction des dessins et pièces écrites en dehors de l'article ci-dessous.

Les prix établis par l'entrepreneur correspondent à des ouvrages en parfait état d'achèvement et de fonctionnement. Ils comprennent également toutes charges imposées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 15 : REVISION DES PRIX

les prix faisant objet du présent marché seront révisables dans les conditions précisées dans l'article 54 CCAG-T et les dispositions de l'Arrêté du chef de gouvernement n° 3-302-15 du 15 Safar 1437(27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de la révision des prix des marchés publics

En application de l'article 12 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics, les prix du présent marché seront révisables selon les formules suivantes :

$$P = Po [0,15+0,85 (TR3 /TR3o)]$$

Po: Le montant HORS taxe de la prestation considéré au mois de la date de LA remise des offres;

P : Le montant HORS taxe révisé de la prestation considéré;

TR3o : La valeur de l'index global relatif à la nature des travaux de plate forme du mois de la date au de LA remise des offres;

TR3: La valeur du même index des travaux de plate forme du mois de la date d'exigibilité de la révision;

ARTICLE 16: DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

A défaut par l'Entrepreneur d'avoir satisfait aux prescriptions de l'article N° 20 du **CCAG-T**, en ne faisant pas élection de domicile au Maroc dans l'acte d'engagement., toute notification relative à l'Entreprise lui sera valablement faite à l'adresse du siège social dans le présent cahier prescription spéciales.

En cas de changement de domicile, l'entrepreneur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 17 : PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR SUR LES LIEUX DES TRAVAUX :

pendant la durée des travaux, l'entrepreneur doit être présent en permanence sur le lieu d'exécution des travaux ou se faire représenter par un agent, dûment agréé par le maître d'ouvrage, muni des pouvoirs nécessaires, de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue en raison de son absence.

L'entrepreneur ou son représentant est tenu de répondre aux convocations qui lui sont adressées pour se rendre soit dans les bureaux du maître d'ouvrage soit sur les lieux des travaux, toutes les fois qu'il en est requis. Des procès-verbaux écrits doivent être produits à l'issue de réunions ou de visites de chantiers effectuées en présence de l'entrepreneur.

l'entrepreneur se réfère aux dispositions de l'article 21 du **CCAG-T**,

ARTICLE 18 : MAIN D'ŒUVRE:

Pour l'embauche et le paiement des ouvriers, l'Entrepreneur est tenu de respecter les prescriptions des articles du C.C.A.G.T.

Article 19: ASSURANCES DES RISQUES DECOULANT DE L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE :

Avant tout commencement des travaux ,**l'entrepreneur doit adresser à la commune d'Ait Melloul** une ou plusieurs attestations délivrées par un ou plusieurs établissements agréés à cet effet , justifiant la souscription d'une ou plusieurs polices d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du présent marché pendant la durée des travaux et précisant leurs dates de validité , à savoir ceux rapportant aux **accidents de travail , aux véhicules automobiles et engins , la responsabilité civile incombant à l'entrepreneur et aux maitre d'ouvrage et aux dommages à l'ouvrage** Conformément à l'article 25 du **CCAG-T**.

En cas de non respect de dispositions du présent article, les clauses de l'article 79 CCAG-T seront applicables.

ARTICLE 20 : SOUS-TRAITANCE :

Se conformer à l'article-158 du décret n° 2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 21 : ORDRES DE SERVICE - LETTRES - INSTRUCTIONS

L'entrepreneur se conformera strictement aux ordres de services, lettres et instructions qui lui sont notifiés par le du maître d'ouvrage.

L'entrepreneur sera tenu de provoquer lui-même les instructions écrites ou figurées qui pourraient lui manquer.

Dans ces conditions il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour justifier un retard dans l'exécution.

ARTICLE 22 : ORGANISATION DE POLICE DE CHANTIER :

L'entrepreneur devra obligatoirement se soumettre à tous les règlements et consignes des autorités concernées du lieu où sont effectués les travaux.

Il doit se conformer aux ordres qui lui sont donnés par le maître d'ouvrage pour la police des chantiers. L'entrepreneur reste soumis aux dispositions de l'article 27 du CCAGT quant à la responsabilité de tous les dommages résultant, pour les propriétés publiques ou particulières, du mode d'organisation et de fonctionnement de ses chantiers.

ARTICLE 23 : MESURES DE SECURITE ET D'HYGIENE :

En application des dispositions de l'article 33 du CCAG-T, l'entrepreneur doit respecter tous les textes législatifs et réglementaires relatifs à la sécurité et l'hygiène sur et aux alentours du chantier pendant toute la durée des travaux.

ARTICLE 24 : PREPARATION DES TRAVAUX :

Conformément aux dispositions de l'article 39 du CCAGT seront applicables ,

ARTICLE 25 : COMMENCEMENT DES TRAVAUX

En exécution de l'article 40 du CCACT. Le commencement des travaux intervient sur ordre de service du maître d'ouvrage qui doit être donné dans un délai maximum de trente (30) jours qui suit la date de la notification de l'approbation du marché.

L'entrepreneur doit commencer les travaux à compter de la date fixée dans l'ordre service prescrivant le commencement des travaux. Cette date ne doit pas être inférieure à dix jours 10 jours de la date de notification de l'ordre de service

ARTICLE 26 : CONNAISSANCE DES LIEUX :

L'Entrepreneur, suivant sa déclaration produite avec son acte d'engagement, atteste qu'il a reconnu personnellement ou a fait reconnaître par un représentant qualifié l'emplacement des ouvrages à réaliser et des carrières ou autres lieux d'extraction. Il est sensé avoir une parfaite connaissance des lieux et des sujétions d'exécution résultant des conditions du site du chantier.

L'Entrepreneur ne peut, en aucun cas, formuler des réclamations basées sur une connaissance insuffisante des lieux et des conditions d'exécution des travaux.

ARTICLE 27 : DIRECTION DES TRAVAUX :

Conformément aux dispositions du CCACT Le maître d'ouvrage peut prendre des collaborateurs pour le contrôle de la qualité des travaux et la conformité des ouvrages aux documents constitutifs du marché et aux normes en vigueur.

L'Entrepreneur est tenu de laisser à tout moment le libre accès du chantier aux représentants du maître d'ouvrage et à ses collaborateurs.

ARTICLE 28 : LIAISON ENTRE L'ADMINISTRATION ET L'ENTREPRENEUR :

L'Entrepreneur est tenu de fournir à tout moment tous renseignements intéressant l'exécution du marché, et que le maître d'ouvrage juge nécessaire, en raison notamment de l'incidence des travaux confiés à l'entrepreneur sur d'autres ouvrages mitoyens.

Il est précisé que les demandes de renseignements adressées à l'entrepreneur par le maître d'ouvrage ou ses collaborateurs ne peuvent être considérées comme ingérence dans l'exécution du marché à entraîner un partage quelconque de la responsabilité qui incombe à l'entrepreneur.

ARTICLE 29 : MODE D'EXECUTION DES OUVRAGES :

D'une manière générale les travaux seront exécutés suivant les règles de l'art.

Si les désignations du présent CPS ne sont pas suffisantes il demeure bien entendu que la signature du marché implique que les renseignements complémentaires ont été obtenus par l'entrepreneur avant la remise de ses offres des prix.

ARTICLE 30 : ORIGINE, QUALITE ET MISE EN ŒUVRE DES MATERIAUX ET PRODUITS :

Tous les matériaux, matières et produits utilisés dans les travaux objet du présent cahier des prescriptions spéciales proviendront de carrières ou d'usines agréées. L'entrepreneur ne peut, en aucun cas, se prévaloir de l'éviction par le maître d'œuvre de fournisseurs ou sous-traitants pour demander une majoration quelconque sur le prix de la fourniture.

Les matériaux doivent satisfaire aux normes marocaines en vigueur à la signature du marché ou à défaut, aux normes internationales ou à défaut aux règles de l'art usuelles.

Le maître d'ouvrage peut effectuer tous les essais qu'il estime nécessaires pour vérifier que les matériaux ou produits utilisés sont conformes aux spécifications imposées.

L'entrepreneur est tenu d'éloigner du chantier, à ses frais, les matériaux ne satisfaisant pas aux conditions ci-dessus.

Le maître d'ouvrage est seul compétent pour juger de la qualité des matériaux et décider de leur lieu d'emploi.

En particulier le lieu de provenance des matériaux ne peut en aucune façon laisser préjuger de leur qualité.
En tous les cas L'entrepreneur doit se conformer aux dispositions de l'article 42 du **CCAG-T** qui sont strictement applicables au présent marché.

ARTICLE 31 : VICES DE CONSTRUCTION

L'entrepreneur doit se conformer aux dispositions de l'article 45 du **CCAG-T** sont applicables au présent marché.

ARTICLE 32 : CONDITIONS DE REGLEMENT DES TRAVAUX :

Le règlement des travaux s'effectuera par l'application des prix unitaires du bordereau des prix aux quantités d'ouvrages réellement exécutées et régulièrement constatées. Le montant global sera majoré de la TVA.

ARTICLE 33 : BASE DE REGLEMENT DES COMPTES :

Il sera fait application de l'article 60 du CCAGT.

ARTICLE 34 : ATTACHEMENTS – SITUATIONS - METRES - DECOMPTES :

Il sera fait application des dispositions des articles -61-62-63-64-68 du CCAGT.

ARTICLE 35: TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES-AUGMENTATION OU DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX :

Les dispositions des articles 55-57-58 du C.C.A.G.T., sont appliquées sans aucune restriction.

ARTICLE 36 : CHANGEMENT DE LA PROVENANCE DES MATERIAUX ET DANS LES QUANTITES DU DETAIL ESTIMATIF :

Les dispositions des articles 56 et 59 du C.C.A.G.T., sont appliquées sans aucune restriction.

ARTICLE 37 : RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR :

Nonobstant les plans qui lui sont remis et la surveillance du Maître d'ouvrage, l'entrepreneur reste responsable des ouvrages qu'il a réalisés, de leur tenue et de leur bon fonctionnement.

L'entrepreneur peut élever des objections sur les pièces et plans qui lui sont remis, et dans lesquels il aurait constaté une erreur quelconque. Dans le cas contraire, il reste seul responsable de l'ouvrage.

ARTICLE 38: PLANS DE RECOLEMENT :

En fin d'exécution et 15 jours avant la réception provisoire, l'entrepreneur remettra au maître d'œuvre un CD et trois tirages des plans pliés suivant format A4 approuvé par le BET indiquant avec fidélité comment les travaux enterrés ou cachés ont été exécutés.

Faute par l'entrepreneur d'avoir fourni les plans de récolement trente jours (30 jours) après la réception provisoire il lui sera appliquée une retenue forfaitaire de 1 % (1 pour cent) du montant initial du marché arrondie à la dizaine de dirhams supérieure.

ARTICLE 39 : MODE DE PAIEMENT :

le règlement des paiements relatifs au présent marché se feront par virement au compte bancaire de l'entrepreneur, signalé dans son acte d'engagement.

ARTICLE 40 : RECEPTION PROVISOIRE

A l'achèvement des travaux et en application de l'article 73 du CCAG-T, le maître d'ouvrage, s'assure en présence de l'entrepreneur de la conformité avec l'ensemble des obligations du marché des travaux aux spécifications techniques du marché et prononcera la réception provisoire.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire.

S'il constate que les travaux présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, l'entrepreneur procédera aux réparations nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

ARTICLE 41 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à **(12) douze mois** à compter de la date de la réception provisoire.

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur sera tenu de remettre au maître d'ouvrage les plans des ouvrages conformes à l'exécution, de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas de malfaçons ou d'insuffisances constatées et de remédier à l'ensemble des défauts, sans pour autant que ces travaux supplémentaires puissent donner lieu à paiement à l'exception de ceux résultant de l'usure normale, d'un abus d'usage ou de dommages causés par des tiers.

Durant cette période, l'entrepreneur est tenu à l'obligation de garantie contractuelle dans en application de l'article 75 et 76 du **CCAG-T**

ARTICLE 42 : RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 76 du CCAG-Travaux et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive, après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les malfaçons ou les imperfections éventuelles ont été réparées par l'entrepreneur.

ARTICLE 43: RESILIATION

Les conditions de résiliation qui seront appliquées au présent marché seront celles prévues dans le **CCAG-T** et les dispositions du décret N° 02-12-349 du 20/03/2013.

ARTICLE 44 : CONTESTATIONS ET LITIGES

Tous litiges ou contestations pouvant survenir au présent marché entre l'entrepreneur et le maître d'ouvrage respectivement en application des dispositions des articles-81-82 83 et 84 du **CCAG-T**

En application de l'article 63 du **CCAG-T** et le décret n°2-14-272 DU 14 Rajab 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière de marchés publics l'entreprise a droit à une avance qui sera calculée par application de l'article 5 du décret susmentionné.

ARTICLE 45 AVANCE - RETARD DE PAIEMENT- les mesures coercitives

Le titulaire du marché est tenu de constituer préalablement à l'octroi de l'avance, une caution personnelle et solidaire s'engageant avec lui à rembourser la totalité du montant des avances consenties par le maître d'ouvrage.

La caution personnelle et solidaire doit être choisie parmi les établissements agréés à cet effet par le ministre chargé des finances. ne comportant aucune réserve et demeurant affecté aux garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires et titulaires des marchés publics. Cette caution restera en vigueur jusqu'au remboursement de l'avance.

Cette avance est réglée à l'entrepreneur dans les 30 jours après la notification de l'ordre de service de commencement des travaux et l'acceptation de la caution bancaire. le remboursement de l'avance commence à partir d'un premier décompte des prestations et est effectué par déduction de 15% e quinze pourcent du montant de l'avance de manière à ce que le remboursement du montant total doit être effectué lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire du marché atteint 80% du montant T.T.C des prestations qui lui sont confiées au titre du dit marché. Si ces sommes n'atteignent pas 80 % du montant initial du marché, le solde à rembourser sera sur le décompte Net dernier.

Le remboursement du montant de l'avance est effectué par déduction sur les acomptes dus au titulaire du marché.

RETARD DE PAIEMENT

en cas de retard de paiement des sommes dues à l'entrepreneur et qui incombent à l'administration les dispositions du Décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques seront applicables

les mesures coercitives

Lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas à ses obligations contractuelles au titre du présent marché des mesures correctives seront prises à son égard En application de l'article 79 du **CCAG-T** et en cas de groupement les dispositions de l'article 80 du **CCAG-T**

II - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 45 : DOCUMENTS TECHNIQUES DE REFERENCE.

L'entrepreneur est tenu de se conformer et d'appliquer les prescriptions définies dans les documents de base ci-après :

- Les normes marocaines homologuées.
- Les documents techniques unifiés (D.T.U).
- Les cahiers du C.S.T.B.
- le Guide Marocain des Terrassements Routiers (GMTR).
- Les CPC édités par le ministère de l'Equipeement et des Transports, relatifs aux travaux routiers.

ARTICLE 46: CHARGES RELATIVES A L'EXECUTION DES TRAVAUX

Entre les charges résultant directement ou indirectement de son activité professionnelle, l'entrepreneur supportera les charges suivantes :

- Installation et panneau de chantier.
- Frais de la signalisation et de balisage de chantier pendant la période des travaux.
- Essais d'agrément
- Formulations de béton
- Essais d'identification des matériaux pour corps de chaussée et de roulement.
- Implantations
- Essais non concluants : Il est expressément précisé que les frais de reprise des essais non concluants sont à la charge de l'Entrepreneur.

ARTICLE 47 : OUVERTURE DU CHANTIER

L'ouverture du chantier ne pourra avoir lieu que sur ordre de service écrit du maître d'ouvrage et sous réserve de l'application des dispositions prévues aux articles relatifs à la production des attestations d'assurances.

L'ouverture du chantier donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal contradictoire d'un état du matériel disponible sur chantier.

ARTICLE 48 : INSTALLATION DU CHANTIER

Dès l'ouverture, l'entrepreneur doit procéder à l'installation du chantier par :

- la mise en place d'un panneau de signalisation de chantier indiquant l'objet des travaux, le nom du Maître d'ouvrage, le délai d'exécution, ... ;
- l'installation d'un local de chantier équipé;
- L'affichage des plans d'exécution au local de chantier ;
- La mise en place d'un cahier de chantier en trifold ;
- La mobilisation du matériel nécessaire au commencement des travaux.

ARTICLE 49 : CAHIER DE CHANTIER :

Un cahier de chantier sera tenu par un représentant de l'entrepreneur.

Dans ce cahier pourront être consignés, par ce représentant, les opérations administratives relatives à l'exécution et au règlement du marché, telles que :

- Notifications d'ordre de services, visas et approbations des plans et détails d'exécution.
- Les résultats des essais et contrôles.

- Les incidents ou détails présentant quelque intérêt du point de vue de la tenue ultérieure des ouvrages, et de la durée réelle des travaux.
- Les observations faites et les prescriptions imposées à l'Entrepreneur.

ARTICLE 50 : PLANIFICATION DES TRAVAUX

Dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencement des travaux, l'entrepreneur soumettra au maître d'œuvre le planning détaillé des opérations à exécuter dans le cadre du présent marché, l'entrepreneur se conforme s au planning ayant eu l'approbation du maître d'œuvre.

Ce planning devra mettre en évidence :

Les tâches à accomplir pour exécuter les différents ouvrages et leur enchaînement ;

Pour chaque tâche, la date prévue de son achèvement et la marge de temps disponible pour son exécution.

Le maître d'œuvre retournera ce programme à l'Entrepreneur, soit revêtu de son visa, soit accompagné de ses observations dans un délai maximal de huit jours (8) ouvrables.

L'Entrepreneur procédera périodiquement à la mise à jour du planning.

ARTICLE 51 : MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

D'une manière générale, les travaux seront exécutés selon les règles de l'art et conformément aux dessins et plans établis par le BET et restant toujours la base de réalisation de l'ouvrage, et tous les dessins annexés devront s'y conformer. Les dimensions portées aux plans d'exécution et dessins de détails seront celles des travaux ou ouvrages complètement terminés.

ARTICLE 52 : PLANS D'EXECUTION – NOTE DE CALCUL

Les plans guides fournis par le maître d'ouvrage donnent les dispositions de principe retenues, mais ne sauraient constituer pour l'entrepreneur une justification de limitation des travaux ou de prestations par rapport à ce qui est précisé dans le Marché.

Il est entendu que les plans, dessins, croquis et notes de calcul s'ils sont fournis à l'entrepreneur restent la propriété du maître d'ouvrage et que celui-ci pourra en disposer de la manière qui conviendra pour ces propres besoins.

L'Entrepreneur doit sous sa responsabilité, procéder avant toute exécution à la vérification des dessins, plans et documents d'exécution fournis par le maître d'ouvrage et de les présenter après étude, établissement et préparation pour visa.

S'il a des observations à présenter, il doit les signaler par écrit au maître d'ouvrage dans les 15 jours de la notification de l'approbation du marché.

Dans le cas d'un éventuel réajustement ou modification de l'étude d'exécution, par le maître d'ouvrage, l'Entrepreneur ne pourra prétendre à aucune indemnité ou réclamation qu'elle que soit l'importance des changements.

ARTICLE 53 : PERSONNEL DE DIRECTION DU CHANTIER

Le chef de chantier de l'entrepreneur devra être agréé par le maître d'ouvrage, à cet effet, il devra avoir une expérience suffisante dans la conduite des travaux de même nature et de même importance que ceux objet du présent marché.

ARTICLE 54 : SIGNALISATION DU CHANTIER

Durant toute la période des travaux et jusqu'à la réception provisoire, l'entreprise doit satisfaire à toutes les obligations et prescriptions de signalisation en vigueur suivant un plan présenté par l'entreprise et approuvé par l'administration. La signalisation doit être assurée aussi bien de jour que de nuit.

ARTICLE 55 : APPROVISIONNEMENT DE CHANTIER

L'approvisionnement en matériaux de chantier doit se faire conformément aux dispositions des articles 32 et 38 du CCAOT.

L'entrepreneur ne pourra en aucun cas se prévaloir des difficultés douanières ou d'approvisionnement pour toute fourniture en temps utile.

A cet effet l'entrepreneur sera tenu de disposer des documents justificatifs émanant des fournisseurs et certifiant la conformité des matériaux aux prescriptions du marché, à produire à la demande du maître d'ouvrage.

ARTICLE 56 : ECHANTILLONNAGE

L'Entrepreneur devra soumettre à l'agrément du maître d'œuvre, à la demande de ce dernier un échantillon de matériaux et appareillage qu'il se propose d'employer ou installer. Il ne pourra mettre en œuvre ces matériaux qu'après acceptation donnée par le maître d'œuvre.

Les échantillons acceptés seront déposés au bureau de chantier et serviront de base de vérification pour la réception des travaux.

ARTICLE 57 : CONTROLE TECHNIQUE - SURVEILLANCE DES TRAVAUX

Pendant toute la durée des travaux, les agents du maître d'œuvre chargés du contrôle auront libre accès sur le chantier et pourront prélever aussi souvent que nécessaire pour examen des échantillons de matériaux et équipements à mettre en œuvre. Ils vérifieront que les ouvrages sont réalisés conformément aux plans et aux prescriptions du CPS. Ils assisteront à l'implantation, la mise en œuvre et la réception provisoire des ouvrages.

Les essais de contrôle de la qualité des travaux sont à la charge du maître d'ouvrage.

ARTICLE 58 : EPUISEMENT – NETTOYAGE DU CHANTIER

L'entrepreneur doit procéder à un nettoyage systématique du chantier au moins une fois tous les quinze jours et à chaque fois que les conditions de sécurité et d'hygiène l'exigent.

ARTICLE 59 : REPLIEMENT DES INSTALLATIONS ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Dans un délai de 20 jours à compter de la date de la réception provisoire, l'entreprise est tenue au repliement de ses installations du chantier et devra faire enlever tous les matériaux non employés et les déchets de toutes espèces. Il devra procéder à la remise en état des lieux conformément aux directives du maître d'ouvrage.

En cas de retards, les opérations susvisées seront faites d'office, à ses frais après mise en demeure par simple ordre de service du maître d'ouvrage.

ARTICLE 60 : MESURE DE SECURITE ET D'HYGIENE

L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité d'hygiène dans le chantier, conformément AU C.C.A.G.T.

ARTICLE 63: DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur devra fournir dans les délais prescrits les documents mentionnés dans le tableau ci-après tels qu'ils sont définis dans les fascicules du CPC pour les travaux routiers courants :

<i>Désignation du document</i>	<i>Délai</i>
Planning des travaux	15 jours après la notification de l'ordre de commencement des travaux
Cahier de chantier	Dès commencement travaux
Plans d'exécution	Avant commencement des travaux
Attachements des travaux réalisés	Au fur et à mesure de l'avancement des travaux ou à la fin de chaque phase le cas échéant.
Plan de récolement	15 jours avant la réception provisoire

ARTICLE 64 : FOURNITURE DE LIANTS HYDROCARBONES:

Les frais de transport des liants hydrocarbonés, quelle que soit leur nature, ainsi que les frais de transformation éventuelle sont à la charge de l'entreprise.

La qualité des liants hydrocarbonés doit être conforme aux spécifications techniques du fascicule n° 5 cahier n°5 du CPC applicables aux travaux routiers courants.

ARTICLE 65 : CAS DE VARIANTE:

Il n'est pas prévu de variantes pour le présent marché

ARTICLE- 66 : NATURE DES TRAVAUX :

Les travaux à réaliser dans le cadre du présent marché consistent (voir l'objet du marché et descriptons technique)

Ils concernent essentiellement :

- Déblais en pleine masse en tout terrain y compris le rocher
- Remblais compactés y compris apport
- Couche de fondation en grave non traitée type GNF2 0/40 sur 15cm
- Fourniture et pose des bordures de Parking type P2 classe B2
- Fourniture et pose de pavé autobloquant
- Décapage du dallage existant y compris évacuation a la décharge publique
- Dépose et pose de la bordure de trottoirs existants
- Béton B3
- Déblais pour fouille en tout terrain y compris le rocher
- Lit de pose en sable ép =0,15m
- Remblai primaire des fouilles en terre tamisée
- Remblais secondaires des fouilles en terre criblée
- Fourniture et pose des buses en pvc série I diamètre 315mm
- Protection de tout type de réseau existant
- Mise à la cote des regards existants de tout type
- La mise à la cote des bouches a clé existantes
- Construction de Regards à grilles ou à avaloirs
- Fourniture et pose des cadres et grilles en fonte ductile lourde

La liste ci-dessus est énonciative et nullement limitative.

ARTICLE - 67 : PROVENANCE DES MATERIAUX :

Les matériaux seront de provenance Marocaine et des lieux d'origine, désignés ci-après.

Les matériaux d'origine étrangère ne seront acceptés que sur justification de défaut de matériaux du pays.

L'Entrepreneur sera tenu de justifier à tout moment sur demande du maître d'œuvre la provenance des matériaux au moyen de lettres signées par le fournisseur ou par toute autre pièce en tenant lieu.

Avant tout approvisionnement, l'Entrepreneur devra soumettre à l'agrément du maître d'œuvre un échantillon de chaque espèce de matériaux ou de fournitures qu'il se propose d'employer,

ARTICLE - 68 : NATURE ET QUALITE DES MATERIAUX :

D'une façon générale tous les matériaux doivent satisfaire aux normes en vigueur conformément aux prescriptions du cahier des charges générales pour les travaux dépendant de l'Administration des travaux publics.

Ils devront faire l'objet de l'agrément du maître d'œuvre avant leur mise en œuvre, cet agrément se fera sur la base d'études et essais d'agrément faits à la charge de l'Entrepreneur par un Laboratoire agréé par le maître d'œuvre.

Plus particulièrement, les prescriptions suivantes sont à observer pour les différents matériaux.

a) Sables :

L'Entrepreneur fera établir à ses frais et pour chaque lot d'approvisionnement d'une étude établie par un laboratoire agréé, faisant ressortir la granulométrie et l'équivalent de sable des matériaux proposés.

Les sables ne seront alors mis en œuvre qu'après agrément du maître d'œuvre

Les sables devront avoir un équivalent conforme aux normes en vigueur

Pour le sable prévu pour les mortiers de ciment, le pourcentage des éléments fins est limité à 35 %, la dimension maximale des grains ne devant pas dépasser 3 mm.

Les sables ne devront pas contenir d'impuretés et doivent satisfaire aux normes NF-P 18301 et NF-P18304.

b) Granulats pour le béton :

Les granulats pour béton proviendront uniquement du concassage des matériaux extraits des meilleurs bancs de carrières et gisements proposés par l'Entrepreneur et agréés par le maître d'œuvre.

Ils devront faire objet d'une étude de granulométrie et de dureté avant agrément. Leur dimension aura les dimensions suivantes:

- | | | |
|--------------------|----------------|----------------|
| - Bétons N° 1 et 2 | Minima : 12 mm | Maxima : 63 mm |
| - Bétons N°3 et 4 | Minima : 12 mm | Maxima : 25 mm |

Les tolérances par rapport à ces limites sont de 10 % du poids.

Les granulats devront avoir un indice " Los Angeles " inférieurs à 35. Ils devront être propres et ne pas présenter de matières finies excédant 2 % de leur poids.

c) Eau de gâchage :

L'eau de gâchage des bétons devra avoir les qualités physiques et chimiques requises pour la confection des bétons et fixés par la norme N.M 10 - 03 F - 009.

Le Maître d'Ouvrage pourra exiger, s'il le juge nécessaire, des essais faits à la charge de l'Entrepreneur sur cette eau.

d) Ciment :

Le ciment utilisé sera exclusivement du CPJ 45, sous condition de son agrément préalable par le maître d'œuvre

Le ciment pourra être livré en sacs de 50 kg ou en vrac. Dans chacun des cas, son transport s'effectuera à l'abri des intempéries.

Les sacs devront être stockés dans des abris secs et bien ventilés, permettant une bonne conservation. Ils seront isolés du sol par un plancher surélevé à 0,50m au moins de ce dernier. Ces abris seront suffisamment vastes pour permettre une manutention aisée.

Le ciment livré en vrac obligatoirement stocké dans des silos étanches.

La cadence d'approvisionnement devra être telle qu'elle puisse satisfaire largement aux besoins du chantier, mais n'entraîne pas de stockage anormalement long.

Les livraisons seront utilisées dans leur ordre d'arrivée sur chantier.

Tout ciment humide, présentant des nodules ou ayant été altéré sera systématiquement et immédiatement rejeté.

Si le ciment fourni fait l'objet d'un procès-verbal de rebut, l'entrepreneur devra débarrasser le chantier de ce ciment sans délai, faute de quoi le maître de l'ouvrage en assurera la mise aux décharges publiques aux frais de l'entrepreneur

e) Couche de fondation GNF 2 0/40 mm :

La couche de fondation sera constituée d'un matériau graveleux non traité GNF2 0/40 mm de granulométrie continue conformément aux spécifications de la DRCR à savoir :

- Indice de concassage >60%
- LA <30%
- IP<6 et ES (0/2) >45 si non VB <1,5)
- Granularité : fuseau 0/40 mm
- Compactage à 95% de l'O.P.M.

f) eau de compactage

L'eau nécessaire au compactage des assises sera exempte de toute matière en suspension.

ARTICLE - 69 : ESSAIS ET CONTROLE DES MATERIAUX :

Les matériaux proposés par l'Entrepreneur sont soumis à des essais préliminaires d'agrément, et des essais de contrôle.

4-1 : Essais préliminaires d'agrément

Ces essais sont à la charge de l'Entreprise.

Ces essais seront exécutés pour chaque carrière, emprunt, ou usine proposée. Leurs résultats devront être conformes aux spécifications des articles ci-avant. Ils devront être remis au maître d'œuvre avant l'utilisation des matériaux. Ces essais devront permettre au maître d'œuvre, de s'assurer de la qualité des matériaux qui seront utilisés.

Les matériaux ne répondant pas aux conditions requises seront refusés et mis en dépôt hors du chantier par les soins et aux frais de l'Entreprise.

4-2 : Essais de Contrôle

Ces essais sont à la charge du maître d'ouvrage et auront lieu au cours d'exécution des travaux, ils ont pour objet de vérifier que les matériaux approvisionnés par l'entrepreneur manifestent bien des qualités constantes et conformes à celles mentionnées dans le marché.

Dans le cas de refus de matériaux, ceux-ci seront transportés en dehors du chantier par les soins et aux frais de l'entreprise dans un délai qui sera fixé par le maître d'œuvre lors de l'intervention de la décision de refus.

Faute par l'entrepreneur de se conformer à cette prescription, il sera procédé d'office par le maître d'ouvrage aux frais, risque et périls de l'entrepreneur, sans qu'une mise en demeure préalable soit nécessaire, à l'évacuation de ces matériaux.

Le maître de l'œuvre se réserve le droit de déterminer les essais à effectuer ainsi que leur fréquence pour les différents corps des travaux.

Ces essais comportent aussi le contrôle de la bonne mise en œuvre des matériaux, ainsi que la vérification des ouvrages terminés.

La nature et la cadence des essais seront déterminées par le maître d'œuvre.

Les conditions et résultats de ces essais devront répondre aux normes en vigueur.

Les Essais comprennent globalement :

- Contrôle des caractéristiques mécaniques des bétons
 - Contrôle de compactage des remblais, tout venant
 - Contrôle des caractéristiques des bordures et pavé
- Cette liste est non exhaustive

ARTICLE -70: VERIFICATION DES MATERIAUX :

L'Entrepreneur devra prendre toute disposition utile pour avoir sur son chantier, la quantité et la qualité des matériaux vérifiés et acceptés indispensables à la bonne marche des travaux et dont l'échantillonnage aura été agréé par le maître d'ouvrage.

La demande des réceptions de matériaux autres que les matériaux préfabriqués devra être faite dans un délai d'au moins quatre (4) jours avant son emploi, pour les matériaux préfabriqués, ce délai sera de quinze (15) jours à pied d'œuvre.

ARTICLE - 71: CONSERVATION DES MATERIAUX :

Les matériaux fournis par l'Entrepreneur restent sous sa garde et sa responsabilité même après avoir été acceptés par le maître d'ouvrage.

Ils doivent être stockés dans un emplacement clos et garde

les mesures coercitives

PRESCRIPTIONS ET MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

ARTICLE - 1 : PRESCRIPTION POUR MORTIERS ET BETON :

La fabrication et la mise en œuvre des bétons seront effectuées dans les règles de l'art.

La désignation, le dosage en liant et les destinations des différents bétons sont indiquées dans le tableau ci-après

DESIGNATION DE LA CLASSE DU BETON	RESISTANCE NOMINALE- A 28 JOURS	DOSAGE MINIMUM EN KG/m ³	DESIGNATION DANS LE CADRE DU PROJET
B1	300	400	Résistance mécanique Elevée.
B2	270	350	Résistance mécanique assez élevée, éléments Des ouvrages en béton courant (collecteurs sous chaussée ouvrages annexes)
B3	230	300	Résistance mécanique moyenne
B4	180	250	Résistance mécanique Peu élevé
B5	130	150	Résistance mécanique faible-béton de propreté

Les dosages minimaux sont fournis à titre indicatif, seule la résistance à la compression constitue la base impérative des classes de béton.

Les mortiers auront des compositions et utilisations suivantes :

Désignation	Ciment CPJ45	Sable	Grain de Riz	Gravette		Emploi
				15/15	15/25	
Mortier n°1	250	500				Dégrossi d'enduit
Mortier n°2	300	600				Hourdage de maçonnerie
Mortier n°3	400	500				Mortier de reprise de béton
Mortier n°4	500	1000				Enduit lissé Chappe scellement Support revêtement
Mortier n°5	150	1000				Enduit Batard
Mortier n°6	500	700	Sikalite 1 dose par sac ciment			Mortier pour agglos support façade

- Les quantités d'agréats entrant dans la composition du béton B2 sont données à titre indicatif pour permettre à l'entreprise d'établir ses prix
- Les quantités réelles et leur teneur en eau seront déterminés par un laboratoire agréé après agrément des agréats par le maitre d'œuvre
- Par contre la nature des agréats entrant dans la composition de ces bétons est imposée par le tableau ci-dessus.
- Les résistances minima exigées à 28 jours pour le béton B2 sont les suivantes :
- Compression = 270 kg/cm²
- Traction = 22 kg /cm²
- Les frais d'études de béton armé seront à la charge de l'entrepreneur.
- Ces proportions sont données à titre indicatif la composition définitive ne sera arrêtée par le maitre d'œuvre qu'après étude des agréats transmis par l'entrepreneur suivant les essais élaborés par un laboratoire d'essai et d'études agréé aux frais de l'entrepreneur.
- L'acceptation du maitre d'œuvre ne dégage en rien la responsabilité de l'entrepreneur qui reste entière quant à la solidité et à l'étanchéité des ouvrages.
- Le maitre d'ouvrage se réserve formellement le droit de modifier à tout moment pendant l'exécution la composition des divers mortiers et béton dans le cas ou ceux-ci ne seraient pas satisfaisants. La dépense qui en résultera sera supportée par l'entrepreneur.

- L'entrepreneur ne devra utiliser des produits qui pourraient être ajoutés aux bétons destinés à augmenter leur résistance par une prise rapide ou à améliorer leur plasticité ou leur maniabilité qu'après avoir obtenu l'accord du maître d'œuvre
- La quantité du dit produit ne devra pas être supérieure à celle strictement requise pour le résultat escompté; Son mode d'emploi devra être conforme aux indications du fournisseur et agréé par le maître d'œuvre.
- Tous les bétons seront fabriqués mécaniquement ; les appareils de fabrication du béton devront permettre de doser le liant et l'eau à 5 % près.
- La durée du malaxage, composée à partir du moment où tous les éléments constitutifs du béton sont réunis dans l'appareil, ne sera jamais inférieure à trois (3) minutes.
- Dans tous les cas, la fabrication d'une gâchée sèche en vue d'une addition ultérieure d'eau est interdite. Le béton devra être employé avant tout commencement de prise.
- Celui qui serait desséché ou qui aurait commencé à durcir sera rejeté hors du chantier. Les interruptions de travail pendant le bétonnage seront aussi réduites que possible.
- Le béton armé devra être en contact parfait avec les parois des coffrages et avec les armatures sur toute surface. Il sera vibré dans tous les ouvrages délicats et spécialement pour tous les bétons en contact avec l'eau.
- Le béton sera tenu à l'abri du soleil jusqu'à ce qu'il ait suffisamment durci. On y entretiendra, pendant huit jours au moins, après la mise en œuvre, l'humidité nécessaire pour assurer la prise dans de bonnes conditions.
- Les coffrages seront exécutés selon les articles 17 et 18 du fascicule 65 du CCTG. Les éléments constituant les parois des coffrages doivent être jointifs pour éviter la perte de laitance de ciment à la mise en œuvre du béton.

Article .2 : Armatures:

- Les armatures de béton devront être parfaitement propres sans aucune trace de rouille non adhérente, de peinture ou de graisse. Les abouts des armatures seront retournés en crochets ronds et le diamètre moyen de ces derniers ne doit pas être inférieur à cinq fois le diamètre de l'armature.
- L'entrepreneur est tenu de respecter le recouvrement réglementaire et d'éviter tout allongement au moyen de soudure, il devra prendre ses dispositions nécessaires pour qu'il ne subsiste à l'intérieur du coffrage, après coulage du béton, aucune matière étrangère autre que le béton et les armatures figurant aux dessins

ARTICLE - 3 : PRESCRIPTION POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT :

a) Exécution des terrassements en tranchées pour canalisation.

Les fouilles pour ouverture des tranchées en tout terrain seront exécutées conformément aux prescriptions suivantes:

- Les parois verticales et boisées s'il y a lieu en vue de prévenir les éboulements, les fouilles obligatoirement étayées à partir de deux (2) mètres de profondeur.

b) Rencontre de canalisations diverses :

L'Entrepreneur informera incessamment le maître d'œuvre des diverses canalisations et réseaux rencontrés lors des fouilles.

Il prendra , le cas échéant , toutes les mesures jugées nécessaires pour le soutien des canalisations rencontrées.

c) Écoulement des eaux :

L'Entrepreneur devra , sous sa responsabilité et à ses frais , organiser son chantier de manière à se débarrasser des eaux de toute nature (eaux pluviales , eaux de ruissellement, fuites d'eau) , en établissant et en les entretenant , des rigoles, bourrelets ou buses, pour protéger les fouilles en tranchées et les ouvrages exécutés ou en cours d'exécution.

L'Entrepreneur ne pourra élever aucune réclamation , ni prétendre à aucune indemnité en raison de la gêne l'interruption de travail , les pertes de matériaux ou tous les autres dommages qui pourraient résulter des arrivées d'eau consécutives aux phénomènes atmosphériques.

d) Pose des canalisations :

Au droit de chaque joint, le fond de fouilles sera approfondi, de façon que la buse porte sur toute sa longueur et non sur les bagues de joint uniquement.

Il préparera leur assise et ce sur toute la longueur de fouille avec un lit de sable de 15 cm d'épaisseur en terrain meuble et un lit de gravette 15 / 25 de 20 cm d'épaisseur en terrain rocheux.

e) Construction des regards :

Les regards seront réalisés en béton dosé à 300 kg. Les parois de 20 cm d'épaisseur. Le radier des regards reposant sur béton de propreté de 10 cm d'épaisseur, aura la même épaisseur que les parois et présentera une cuvette conforme aux plans d'exécution. Les enduits des parois latérales et des radiers pourront être supprimés après accord du maître d'œuvre si l'Entrepreneur utilise des coffrages permettant l'obtention des surfaces très lisses. Dans ce cas, un simple réglage sera demandé.

f) Remblaiement des fouilles :

Le remblaiement des fouilles ne pourra être entrepris qu'après accord du maître d'œuvre suite aux résultats satisfaisants des différentes épreuves et essais, auquel cas les remblaiements seront exécutés en respectant les dispositions suivantes:

A la partie inférieure des tranchées et jusqu'à 20 cm au-dessus de l'extrados, les remblais seront exécutés sur une épaisseur de 15cm en terre tamisée et seront arrosés et énergiquement compactés de manière à réaliser un bourrage complet entre le fond des fouilles, les parois et la canalisation.

Le remblaiement sera exécuté ensuite par couche en terre criblée sur 20cm arrosée et compactée au moyen d'engins mécaniques de type grenouille.

g) Coffrage et décoffrage :

Tous les coffrages seront utilisés et construits avec des joints bien fermés. Ils seront rigides et suffisamment étayés pour éviter toute déformation et toute fuite de mortier ou de laitance pendant la construction. Ils seront conçus de façon à pouvoir être aisément enlevés lors du décoffrage, sans dommage pour le béton.

Tous les coffrages seront obligatoirement métalliques.

Le décoffrage se fera le plutôt possible pour éviter tout retard dans le début du traitement des parements et permettre au plutôt les réfections des parties défectueuses. Mais il ne se fera jamais avant que le béton ait atteint une résistance suffisante pour ne faire craindre ni affaissement ni dommage quelconque du fait des contraintes qu'on lui imposerait.

i) Équipement en fonte des regards:

Les équipements en fonte seront exécutés en fonte ductile d'après les prescriptions du marché.

Ils proviendront d'une fonderie agréée par le maître de l'œuvre

Les dispositifs de fermeture seront des tampons pleins pour les regards de visite.

Les dispositions de fermeture se trouvant sous chaussée seront du type D400.

Les grilles seront placées sous chaussée ou trottoirs et seront de type D400 et C250.

Les appareils siphoniques en fonte ductile placés dans les bouches d'égout seront de type T.P. à trémie et à clapet, avec une cheminée de 700 x 700 mm et seront approuvés par le maître de l'œuvre

ARTICLE - 4 : TERRASSEMENT :

Les terrassements seront exécutés par le matériel et les engins appropriés.

Toutes les terres excédentaires en surplus ou impropres à la mise en remblais seront transportées aux décharges désignées par le maître d'œuvre

ARTICLE - 5 : DEBLAIS :

L'Entrepreneur pourra rencontrer des terrains de différentes natures qu'il lui appartiendra d'apprécier.

Il est à noter que des trous comblés de terre végétale peuvent apparaître sur le site, ainsi les opérations de leur remplissage et compactage sont à la charge de l'Entrepreneur.

Le compactage du sol de la plate-forme sera conduit de façon à obtenir une densité sèche égale au moins à 95 % de la densité sèche de l'optimum Proctor Modifié

Dans le cas où cette valeur ne peut être obtenue pour des raisons d'hétérogénéité locale des terrains, l'Entrepreneur devra procéder aux purges nécessaires.

ARTICLE - 6: REMBLAIS :

Les remblais devront être constitués de matériaux réutilisables en sens de GMTR, Ils seront méthodiquement compactés et arrosés avec des densifications requises suivant le guide GMTR

ARTICLE - 7 : FOND DE FORME :

Les fonds de forme seront soigneusement dressés, nivelés et compactés, compte tenu des tolérances admises.

Le compactage du fond de forme de la chaussée sera conduit de façon à obtenir, sur une épaisseur de 30 cm une densité sèche au moins égale à 95% de la densité sèche de l'OPM.

Le fond de forme devra être réceptionné en nivellement et en compactage par le maître d'œuvre avant exécution de la structure de chaussée.

ARTICLE - 8 : COUCHE DE FONDATION :

La couche de fondations sera exécutée en tout - venant GNF 2 de 0/40 mm provenant de carrières ou d'oueds de la région agréés par le maître d'œuvre .

Elle aura pour épaisseur de 15cm suivant indications du maître d'Œuvre .

les matériaux entrant dans la composition de la couche de fondations doivent être nécessairement agréés avant mise en œuvre par le maître d'Œuvre .

Cet agrément ne peut se faire qu'après présentation par l'Entrepreneur de la granulométrie et des caractéristiques de propreté et de dureté de ces matériaux établis et mesurés à ses frais par un laboratoire agréé par le maître d'œuvre.

Pour sa mise en œuvre, la couche de fondations sera soigneusement arrosée et compactée jusqu'au minimum de 95 % de l'O.P.M .

La tolérance maximale acceptée par les écarts par rapport aux profils théoriques en long et en travers sera de 2cm .

ARTICLE - 9: BORDURES DE PARC:

Les bordures de parc seront préfabriquées de type P2, elles seront scellées sur une forme en béton B2 d'une épaisseur minimale de 10 cm elle même posée sur la couche de fondation en T.V 0/40. Les joints auront une épaisseur maximale de 2 cm et seront exécutés au mortier dosé à 450kg de ciment CPJ35 par mètre cube de sable.

Pour l'exécution des courbés, des éléments préfabriqués de 25 ou de 50 cm environ seront utilisés. Les éléments de bordures cassés ou fissurés seront refusés.

Après exécution, les bordures doivent être bien alignées. La tolérance pour faux alignement en plan ou en hauteur est de 1 cm par rapport à la ligne de pose.

Elles ne devront en aucun cas présenter des écarts de plus de 1 cm, ni en hauteur ni en plan, par rapport à la ligne de pose théorique.

ARTICLE-10-TUYAUX CIRCULAIRES EN SERIE I

Diamètre extérieur Nominal	Tolérances sur diamètre extérieur moyen	<u>Série I</u>			
		Épaisseur		Charges (daN/m)	Module de rigidité (kN/m ²)
		min (nominal)	max		
110	+ 0,40	3,0	3,5	1400	4
200	+ 0,60	4,7	5,4	3240	
250	+ 0,70	6,1	7,0	4320	
315	+ 0,90	7,7	8,7	5310	
400	+ 1,00	9,8	11,0	6910	
500	+ 1,20	12,3	13,8	9010	

ARTICLE - 11 : PIQUETAGE ET IMPLANTATION

L'Entrepreneur est invité, dans un délai de 15 jours à partir de la date de la notification de l'ordre de service, à commencer les travaux d'implantation et au levé de la plate forme des axes généraux de la voirie (en coordonnées), des coins des différents blocs et d'une manière générale de tous les ouvrages à exécuter.

Les piquets implantés doivent être visibles et un nombre suffisant de repères de nivellement doit être fixé sur l'ensemble du terrain.

L'Entrepreneur est tenu de veiller à la conservation des repères, de les rétablir ou de les remplacer à ses frais si nécessaire.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de procéder à des vérifications périodiques des différents axes et éléments d'implantation. L'Entrepreneur étant tenu de lui faciliter cette tâche.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire appel au géomètre chargé par l'entreprise de procéder à la vérification des implantations au cours des travaux, et ceux à la charge de l'Entrepreneur

CONSISTANCE ET DÉFINITION DES PRIX

1 : MODE DE MESURAGE Il fera application du CCACT

2. DEFINITION DES PRIX

NOTA : Exécution suivant les prescriptions techniques.

Les prix remis par l'entrepreneur comprendront l'installation suivant les prescriptions du présent CPS, repliement de chantier, signalisation temporaire du chantier conformément aux règles en vigueur, éventuelles déviations provisoires et toutes fournitures, poses, scellement, encastrement, ajustages et d'une façon générale toutes sujétions concernant les travaux ci-après.

A-TERRASSEMENT**PRIX N°1 : DEBLAIS EN PLEINE MASSE EN TOUT TERRAIN Y COMPRIS LE ROCHER :**

Rémunéré au mètre cube, les déblais en tout terrain y compris rocher pour la mise en profil de la plate-forme de la chaussée, suivant les prescriptions du CPS, y compris:

Sélection des déblais en vue de leur réutilisation ou de leur évacuation dans un lieu agréé par le maître d'Œuvre.

Arrosage et compactage de l'assise à 95 % de l'OPM de la totalité de l'emprise.

Y compris décapage quelque la nature de matériaux à décaper, dressage, compactage et réglage des fonds de forme. Payé au mètre cube des déblais réellement exécutés mesurés au vide de fouille sans foisonnement Au prixN° 1

PRIX N° 2 : REMBLAIS COMPACTES Y COMPRIS APPORT :

Rémunéré au mètre cube, l'exécution de remblais qui répond aux exigences du GMTR, compactés par voie humide pour mise à niveau des plates-formes ou d'apport, suivant les prescriptions de ce CPS, y compris fourniture et transport.

Ce prix rémunère également l'exécution des remblais par un apport de matériaux d'emprunts agréés par le maître d'œuvre et l'évacuation des déblais excédentaires à la décharge publique

Arrosage et compactage à 95 % de l'OPM, suivant les grilles de décision du GMTR

Ce prix s'applique au mètre cube de remblai réellement exécutés mesurés au vide de fouille sans foisonnement.

- Ouvrage payé au mètre cube Au prixN°2

-

B-REVETEMENT

PRIX N°3: COUCHE DE FONDATION EN GRAVE NON TRAITE TYPE GNF2 0/40 EP 15cm:

Rémunéré au mètre cube la fourniture, le transport et la mise en œuvre de matériaux pour couche de fondation en grave non traitée GNF2 0/40, épaisseur de 15 cm pour l'exécution de la couche de fondations de la chaussée y compris :

- Répandage mécanique
- Réglage de l'assise, arrosage et compactage à 95 % de l'OPM .

Ce prix s'applique au mètre cube pour une épaisseur mesurée après compactage, conformément aux plans d'exécutions, sans la déduction des parties des regards et chambres existants.

Payé au mètre cube au prixN°3

PRIX N°4 : FOURNITURE ET POSE DES BORDURES DE PARKING TYPE P2 CLASSE B2

Rémunéré au mètre linéaire, la fourniture, le transport et la pose des bordures de Parking type P2 classe B2 suivant le détail des plans d'exécution de BET, y compris :

- Implantation des alignements droits et courbures
- Fouille en rigole sur une largeur supérieure de 0,20 m aux largeurs des éléments.
- Forme en béton dosé à 300 kg de ciment CPJ45 sur 10 cm d'épaisseur et sur toute la largeur de la fouille (conformément au plan de pose).
- Joints au mortier de ciment.
- Exécution des courbes éventuelles par des éléments préfabriqués de 25 cm ou de 50 cm de largeur.
- Remblaiement des fouilles après pose ainsi que coté butée
- évacuation des déblais aux endroits désignés par le maître d'œuvre
- Toutes sujétions résultant des documents contractuels

Payé au mètre linéaire Au prixN°4

PRIX N°5: FOURNITURE ET POSE DE PAVE AUTOBLOQUANT 6cm d'épaisseur

Ce prix rémunère la fourniture et pose de pavés autobloquants carrossable 1°choix de 6cm d'épaisseur, couche de désolidarisation en tuf ou sable fin épaisseur de 2 à 5 cm, y compris arrosage et compactage, stabilisation du pavage par plaque vibrante, remplissage des joints par sable tamisé et toutes sujétions de mise en œuvre suivant plan de calpinage, couleurs type et au choix du maître d'ouvrage.

Ouvrage payé au mètre carré de vue en plan, y compris terrassement, arrosée et compactée à 95% OPM et toutes fournitures et mise en œuvre, joints, finition en béton B3 ainsi que toutes sujétions

Au prix :N°5

PRIX N°6: FOURNITURE ET POSE DE PAVE AUTOBLOQUANT 8CM D'ÉPAISSEUR

Ce prix rémunère la fourniture et pose de pavés autobloquants carrossable 1°choix de **8cm d'épaisseur**, couche de désolidarisation en tuf ou sable fin épaisseur de 2 à 5 cm, y compris arrosage et compactage, stabilisation du pavage par plaque vibrante, remplissage des joints par sable tamisé et toutes sujétions de mise en œuvre suivant plan de calpinage, couleurs type et au choix du maître d'ouvrage.

Ouvrage payé au mètre carré de vue en plan, y compris terrassement, arrosée et compactée à 95% OPM et toutes fournitures et mise en œuvre, joints, finition en béton B3 ainsi que toutes sujétions

Au prix :N°6

PRIX N°7 : DECAPAGE DU DALLAGE EXISTANT Y COMPRIS EVACUATION A LA DECHARGE PUBLIQUE

Ce prix rémunère au mètre carré le décapage du dallage en béton existant et l'évacuation à la décharge publique y compris terrassements, transport et toutes sujétions.

Payé au mètre carré Au prix :N°7

PRIX N°8 : DEPOSE ET POSE DE BORDURE DE TROTTOIRS EXISTANTES

Ce prix rémunère au mètre linéaire la dépose et pose de bordure de trottoirs existants suivant le détail des plans d'exécution de BET, y compris :

Implantation des alignements droits et courbures

Fouille en rigole sur une largeur supérieure de 0,20 m aux largeurs des éléments.

Forme en béton dosé à 300 kg de ciment CPJ45 sur 10 cm d'épaisseur et sur toute la largeur de la fouille (conformément au plan de pose).

Joints au mortier de ciment.

Remblaiement des fouilles après pose ainsi que coté butée

Evacuation des déblais aux endroits désignés par le MO.

Toutes sujétions résultant des documents contractuels

Payé au mètre linéaire Au prix :N°8

PRIX N°9 : BETON DE CLASSE B3 DOSE A 300KG/M3

Ce prix rémunère la fabrication et la mise en œuvre du béton de classe B3 suivant les prescriptions du prix n° C.2.3 et C-2-4 du CPC. Il s'applique au mètre cube du béton en place

Ouvrage payé au mètre cube coffrage et toutes sujétions de mise en œuvre Au prix :N°9

C- ASSAINISSEMENT PLUVIAL

PRIX 10 : DEBLAIS POUR FOUILLE EN TOUT TERRAIN Y COMPRIS LE ROCHER:

Rémunéré au mètre cube, les fouilles en tranchées en terrain de toute nature y compris le rocher et à toute profondeur, y compris :

- Étayage provisoire éventuel au cours des fouilles.
- Le dressage des fonds de fouille et des parois.
- Évacuation des déblais excédentaires aux lieux indiqués par le maître d'Œuvre.

Toutes sujétions.

Les largeurs des tranchées prises en compte en attachement (et servant de base pour le paiement de l'Entreprise) pour la pose des canalisations seront égales au diamètre augmenté de 0.60 m et ce quel que soit la profondeur ou la nature du terrain.

Payé au mètre cube, Au prixN° 10

PRIX N° 11 : LIT DE POSE EN SABLE EP =0,15M:

Ce prix rémunère au mètre cube la fourniture et la pose d'un lit de pose en sable sous buses d'une épaisseur de 0,15 m. Il comprend toutes sujétions de transport, de mise en œuvre et damage du sable, il s'applique au mètre cube de sable réellement fourni et mis en œuvre obtenu en multipliant la surface du lit par l'épaisseur prescrite.

Payé au mètre cube Au prix:N° 11

PRIX N° 12: REMBLAI PRIMAIRE DES FOUILLES EN TERRE TAMISEE :

Rémunéré au mètre cube, les remblais en terres tamisée pour le remblaiement des tranchées. Ces remblais sont constitués de matériaux en provenance de déblais laissés en dépôt sur le chantier soit de zones d'emprunts agréées par le maître d'œuvre compactés à 95% de l'OPM,

Payé au mètre cube, Au prix..... N° 12

PRIX N°13 : REMBLAIS SECONDAIRES DES FOUILLES EN TERRE CRIBLEE

Rémunéré au mètre cube mesuré après compactage, les remblais secondaires en terre criblées pour le remblaiement des tranchées de provenance soit des déblais de chantier soit de zones d'emprunts agréées par le maître d'œuvre y compris :

L'extraction en zones d'emprunt ou en carrières avec toutes les sujétions de recherche, d'essais, de travaux de découverte, de mise à la charge de stériles et matériaux impropres, soit la reprise des déblais de chantier.

La préparation des matériaux conformément aux spécifications du C.C.T.P.

La remise à l'état initial du corps de chaussée existant.

Le stockage, le déchargement et le transport de ces matériaux.

Le déchargement, la reprise éventuelle sur les zones de stockage et les chantiers d'utilisation, la mise en place conformément aux spécifications de C.C.T.P. avec toutes les sujétions de réglage et entretien des talus de remblais pendant toute la durée des travaux jusqu'à la réception provisoire.

Ces prix comprenant toutes les opérations nécessaires depuis la recherche jusqu'à la mise en œuvre finale des matériaux et toutes les sujétions d'exécution, y compris criblage, arrosage, compactage

Compactés par couche de 0,2m à 95% de l'OPM,

Payé au mètre cube, Au prix: N° 13

PRIX N°14 : FOURNITURE ET POSE DES BUSES EN PVC SÉRIE I DIAMETRE 315mm

Selon le Cahier des Prescriptions Techniques, les Prescriptions Générales et les plans respectifs.

Ce prix comprend la fourniture et pose de buses en PVC série I diamètre 315mm, y compris grillage avertisseur, joints, branchement sur regards, essais d'agrément et toutes sujétions de mise en œuvre

Les longueurs à prendre en compte sont les distances entre axes de regards.

Les buses et leurs joints doivent être conformes aux normes marocaines en vigueur.

Payé au mètre linéaire Au prixN°14

PRIX N° 15: PROTECTION DE TOUT TYPE DE RESEAU EXISTANT

Ce prix rémunère au mètre linéaire la protection de tout type de réseau existant conformément aux détails et plans types de gestionnaire de réseau y compris toutes sujétions de fourniture, transport et exécution

Ouvrage payé au mètre linéaire

Au PrixN°15

PRIX N° 16 - MISE A LA COTE DES REGARDS EXISTANTS DE TOUT TYPE

Ce prix rémunère à l'unité les travaux de mise à niveau de regards existants tout type jusqu'à la côte du projet final.

Ce prix comprend :

- les terrassements quelque soit la nature du terrain

- le surélévment des parois en béton armé
- les châssis en béton armé supportant cadre et tampon type approprié.
- la fourniture, le transport et la mise en place des armatures
- les joints
- les sujétions de transport, mise en œuvre, jointoiement, etc.

Payé à l'unité. Au prixN°16

PRIX N° 17: MISE A LA COTE DES BOUCHES A CLES

Ce prix comprend :

- La démolition de l'ouvrage existant ou partie d'ouvrage, et l'enlèvement et l'évacuation des blocs de béton et maçonneries si nécessaire
- dégagement de l'accès au Robinet de Prise en Charge
- mise à niveau de la bouche à clé
- pose de la couronne
- remise en état des lieux
- évacuation des déblais excédentaires ou inutilisables aux décharges autorisées

Toute détérioration du réseau existant est à la charge de l'entreprise et sera tenu de le rétablir dans l'immédiat.

Ouvrage payé à l'unité, y compris toutes sujétions Au prixN° 17

PRIX N°18: CONSTRUCTION DE REGARDS A GRILLES OU A AVALOIRS.

Ce prix rémunère à l'unité, la construction de regard à grille ou à avaloir en béton de classe B3 avec châssis en béton armé de classe B2 selon les plans des ouvrages types en toutes profondeur y compris l'exécution des fouille en terrain de toute nature y compris rocher, l'évacuation, enduit, les échelons, fourniture et pose d'appareil siphonide ainsi que le branchement au réseau existant et toutes sujétions de mise en œuvre

Payé à l'unité **Au prix :.....N°18**

PRIX N°19 : FOURNITURE ET POSE DES CADRES ET GRILLES EN FONTE DUCTILE LOURDE

Ce prix rémunère la fourniture, le transport et la pose des cadres et grille en fonte ductile lourde classe D400 pour bouche à grille 800mmx800mm, y compris les essais d'agrément et toutes sujétions y compris la pose et toutes sujétions

Payé à l'unité. Au prixN°19

TRAVAUX DE REVETEMENT DES RUES ET TROTTOIRS AU DIVERS QUARTIERS A AIT MELLOUL					
BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF					
PRIX N°	DESIGNATION des prestations	UNITE	QTITE	P.U. Horstva en dirhams	total HT
1	Déblais en pleine masse en tout terrain y compris le rocher	M ³	12 286		
2	Remblais compactés y compris apport	M ³	4 095,20		
3	Couche de fondation en grave non traitée type GNF2 0/40 sur 15cm	M ³	6143,00		
4	Fourniture et pose des bordures de Parking type P2 classe B2	ML	2124		
5	Fourniture et pose de pavé autobloquant de 6 cm d'épaisseur	M ²	12 775		
6	Fourniture et pose de pavé autobloquant de 8 cm d'épaisseur	M ²	28 177		
7	Décapage du dallage existant y compris évacuation a la décharge publique	M ²	2025		
8	Dépose et pose de la bordure de trottoirs existants	ML	380		
9	Béton B3	M ³	28		
10	Déblais pour fouille en tout terrain y compris le rocher	M ³	386		
11	Lit de pose en sable ép =0,15m	M ³	43		
12	Remblai primaire des fouilles en terre tamisée	M ³	149		
13	Remblais secondaires des fouilles en terre criblée	M ³	182		
14	Fourniture et pose des buses en pvc série I diamètre 315mm	ML	350		
15	Protection de tout type de réseau existant	ML	100		
16	Mise à la cote des regards existants de tout type	U	173		
17	La mise à la cote des bouches à clés existantes	U	121		
18	Construction de Regards à grilles ou à avaloirs	U	35		
19	Fourniture et pose des cadres et grilles en fonte ductile lourde	U	35		
Total hors tva					
taux TVA (20%)					
Total TTC					

Arrêté le présent bordereau des prix détail estimatif toutes taxes comprises à la somme de (TTC) :

.....

 FAIT ALE..... SIGNATURE ET CACHET DU CONCURRENT

MARCHE N°...../...../.....RELATIF AUX : TRAVAUX DE REVETEMENT DES RUES ET TROTTOIRS AU DIVERS QUARTIERS A AIT MELLOUL

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix en application de l'alinéa-2 paragraphe-1 de l'article-16 et de l'alinéa-3 paragraphe-3 de l'article-17 du décret n°2-12-349 du 08 Joumada-I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Arrêté le présent marché à la somme de en chiffres:.....Dhs.

en toutes lettres

<p>Dressé par le maitre d'œuvre :</p> <p>a.....le.....</p>	<p>Vu par service travaux :</p> <p>A AIT MELLOUL LE</p>
<p>Vu par chef division technique :</p> <p>AIT MELLOUL LE</p>	<p>Présenté par le maitre d'ouvrage :</p> <p>AIT MELLOUL LE</p>

Lu et accepté par l'Entreprise sans réserves ni restriction :

fait a..... le.....

Approuvé par l'autorité compétente :

AIT MELLOUL LE

CPS : TRAVAUX DE REVETEMENT DES RUES ET TROTTOIRS AUX DIVERS QUARTIERS A AIT MELLOUL

MARCHE N°...../...../.....RELATIF AUX : TRAVAUX DE REVETEMENT DES RUES ET TROTTOIRS AU DIVERS QUARTIERS A AIT MELLOUL


Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix en application de l'alinéa-2 paragraphe-1 de l'article-16 et de l'alinéa-3 paragraphe-3 de l'article-17 du décret n°2-12-349 du 08 Joumada-I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Arrêté le présent marché à la somme de en chiffres:.....Dhs.

en toutes lettres

.....

.....

<p>Dressé par le maitre d'œuvre : be2p</p> <p>a.....le.....</p>	<p>Vu par service travaux :</p> <p>A AIT MELLOUL LE</p>
<p>Vu par chef division technique :</p> <p>AIT MELLOUL LE</p>	<p>Présenté par le maitre d'ouvrage :</p> <p>27 JAN 2017</p>  <p>الحسين الحارثي أحمد EL ASSI رئيس مجلس جماعة أيت ملول Le Président du Conseil de la Commune d'Ait Melloul</p> <p>AIT MELLOUL LE</p>

Lu et accepté par l'Entreprise sans réserves ni restriction :

fait a..... le.....

Approuvé par l'autorité compétente :

AIT MELLOUL LE